

Index AI : PRE01/185/2011
05 April 2011

Un militant vietnamien de premier plan emprisonné pour avoir appelé à l'instauration de la démocratie

Le Viêt-Nam doit relâcher un militant bien connu condamné à sept ans de prison pour avoir demandé la fin du régime de parti unique, a déclaré Amnesty International mardi 5 avril.

Cu Huy Ha Vu, défenseur des droits humains et militant écologiste, a été déclaré coupable de « propagande contre l'État » par un tribunal de Hanoï lundi 4 avril après avoir demandé la mise en place d'un système multipartite dans des articles en ligne et pour avoir accordé des entretiens à des médias étrangers.

Il a par ailleurs été condamné à trois ans d'assignation à domicile une fois qu'il aura purgé sa peine de sept ans de prison.

« Ce fut un simulacre de procès, au cours duquel la présomption d'innocence et les droits de la défense ont été complètement bafoués, a déclaré Donna Guest, directrice adjointe du programme Asie-Pacifique d'Amnesty International. Cu Huy Va Vu est un prisonnier d'opinion et doit par conséquent être libéré immédiatement et sans condition. »

Fils d'un célèbre collègue révolutionnaire du défunt président Ho Chi Minh, Cu Huy Va Vu a intenté à deux reprises une action en justice contre le Premier ministre du pays, une fois afin d'essayer de mettre fin à un projet controversé de mine d'exploitation de bauxite susceptible de causer des dommages à l'environnement, et l'autre fois dans le but contester la légalité d'un décret interdisant les recours collectifs.

Il s'agissait du second procès significatif de dissident cette année, après la condamnation en janvier de Vi Duc Hoi, militant en faveur de la démocratie et ancien responsable du parti communiste, poursuivi pour avoir publié sur Internet des articles demandant l'instauration de la démocratie.

Pham Hong Son et Le Quoc Quan, deux anciens prisonniers d'opinion ayant essayé d'observer son procès, auraient été arrêtés devant le tribunal. Amnesty International demande également leur libération immédiate et sans condition.

« Les autorités vietnamiennes ont rendu toute contestation non violente hors-la-loi par le biais de leur utilisation abusive du système de justice. Le gouvernement doit tenir compte des appels de la communauté internationale, qui l'exhortent à cesser de persécuter et d'emprisonner des militants non violents », a ajouté Donna Guest.

Des dizaines d'opposants politiques et de militants pacifiques ont été condamnés à de lourdes peines de prison depuis que le Viêt-Nam a commencé, en octobre 2009, à réprimer de manière concertée l'exercice de la liberté d'expression.

Amnesty International demande au gouvernement vietnamien de favoriser l'indépendance du système judiciaire et d'abroger les lois de sécurité à la définition vague qui sont invoquées pour poursuivre des dissidents pacifiques.